

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/117
13 septembre 2003

(03-4903)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: français

CAMEROUN

Déclaration de S.E. M. Maïgari Bello Bouba
Ministre d'État, Ministère du développement industriel et commercial

Nous voici à nouveau réunis, cette fois dans cette belle ville de Cancún qui, avec le gouvernement et le peuple mexicain tout entier, nous accueille dans le cadre des assises de la Conférence ministérielle de l'OMC, appelées à se tenir à intervalles réguliers, pour prendre des décisions relatives aux accords commerciaux multilatéraux qui relèvent de la compétence de notre Organisation.

Permettez-moi, avant d'aborder les questions de fond de nos travaux, de vous adresser, à vous-même, au gouvernement et au peuple mexicain, ma gratitude ainsi que celle de la délégation qui m'accompagne, pour la qualité de l'accueil et pour toutes les facilités destinées à assurer un agréable séjour en terre mexicaine et un succès à nos travaux. Je ne doute pas que sous votre présidence avisée nos assises sauront s'acquitter du mandat qui nous est confié au sein de l'OMC.

Je voudrais associer à cet hommage S.E. M. Carlos Perez del Castillo, Président du Conseil général et M. Supachai Panitchpakdi, Directeur général de l'OMC, pour les efforts inlassables qu'ils n'ont cessé de déployer en s'investissant personnellement pour chercher des solutions, sinon des points de convergence aux problèmes qui nous préoccupent tous à l'OMC.

C'est à leur dévouement et à leur volonté de cerner, de concilier les préoccupations de nos États, à travers nos plénipotentiaires à Genève ou à partir des capitales, que nous devons l'orientation que vous avez imprimée à nos travaux.

Faisant fi des échéances manquées et des divergences profondes qui nous ont trop souvent séparées dans des domaines d'importance vitale, l'impulsion que vous donnez aujourd'hui à nos travaux permet d'entrevoir des perspectives encourageantes dans le cadre du processus de négociation en cours.

Il est cependant évident que beaucoup reste encore à faire pour apporter des solutions appropriées aux problèmes qui sont les nôtres, afin d'assurer notre insertion progressive et harmonieuse dans l'économie mondiale. Ceci est particulièrement vrai des secteurs clés comme l'agriculture dont un pays comme le mien, et tant d'autres dans le monde en développement tirent l'essentiel de leur subsistance, sinon de leur richesse. Comment ne pas évoquer aussi des questions telles que le traitement spécial et différencié, la mise en œuvre, l'accès aux marchés des produits non agricoles, pour ne citer que celles-la.

Comment ne pas s'alarmer du sort d'un produit comme la banane qui occupe le second rang des exportations camerounaises, lorsque se profilent à l'horizon les incertitudes d'une organisation commune du marché en constante évolution? Le gouvernement de mon pays pour sa part, a pu aujourd'hui prendre la mesure des risques encourus dans un tel contexte. Puisse l'OMC se pencher

sérieusement sur le cas des produits agricoles ACP menacés et singulièrement sur celui de la banane ACP.

Ma délégation ne peut que s'associer aux appels lancés par les porte-parole des différents groupes d'État auxquels il appartient pour que soient enfin pris en compte les besoins de nos pays qui aspirent au développement et à la prospérité à travers un système commercial fondé sur un partenariat mieux régulé, juste, équitable et au bénéfice de tous.

Si l'on ne peut logiquement s'attendre à voir la présente session se conclure sur des engagements fermes et précis, puissions-nous à tout le moins renouveler notre attachement au programme arrêté à Doha, en maintenant l'agenda d'ensemble, avec toutes ses ambitions, et en nous donnant le temps nécessaire pour nous accorder sur les meilleurs moyens ainsi que sur les délais dans lesquels nous entendons les mettre en œuvre.

Au moment où le fossé ne fait que s'accroître entre pays riches et pays pauvres, où la liste des pays les moins avancés ne fait que s'enrichir de nouveaux arrivants au lieu de se rétrécir, ou de disparaître, la crédibilité de notre Organisation passe par son aptitude à apporter des solutions pratiques, concrètes et réalistes aux questions dont elle est saisie et qui conditionnent l'existence de l'immense majorité des peuples dans le monde.

La délégation que je conduis vous marque sa disponibilité à s'associer à cette noble aventure.
